



# CE QUE MARIANNE EN PENSE

Gauches

## UNE UNION POUR SURVIVRE

**D**urant la décennie 1970, malgré de nombreux soubresauts, la dynamique d'alliance entre communistes et socialistes a pris forme sous les auspices d'une perspective claire: la possibilité de conquête du pouvoir. Cinquante ans plus tard, la donne a bien changé, puisque c'est désormais pour sauver ce qui peut encore l'être que la myriade de formations de gauche, qui rassemble toute mouillée un gros cinquième des électeurs au premier tour de la présidentielle dans les sondages, tente de mettre en place un rassemblement.

Ce samedi 17 avril, au 68, quai de la Seine, à Paris, tout le monde n'était pas venu avec les mêmes intentions. Pour La France insoumise, représentée par le député Éric Coquerel, il s'agissait paradoxalement d'empêcher la formation d'une alliance trop large. Les hommes de Jean-Luc Mélenchon estiment que leur champion dispose de toute la légitimité nécessaire pour représenter la gauche: il a obtenu un excellent score en 2017, dispose d'un programme déjà prêt, et trône encore en tête des sondages dans sa famille politique (entre 10 et 13 % des intentions de vote). Les Insoumis refusent aussi les compromis de fond qu'une large alliance présidentielle engendrerait.

Ils sont donc venus défendre leurs intérêts, en proposant un pacte de non-agression mutuelle, des « ripostes communes » contre les projets du gouvernement, et une nouvelle rencontre... au siège de LFI.

Les socialistes et les écologistes voient les choses d'un autre œil, notamment deux de leurs leaders, Yannick Jadot et Anne Hidalgo, qui souhaitent entamer des discussions pour constituer un « pôle social-écolo » dont le candidat serait désigné à l'automne. Cet empiètement est à tempérer: les Verts, notamment leur aile gauche, freinent le processus, inquiets de voir La France insoumise exclue du rapprochement et désireux de mettre en valeur leur primaire de septembre.

Mais pour beaucoup, une alliance rose-vert paraît inéluctable, et tant pis pour les divergences de fond sur la laïcité ou la croissance économique: le PS joue sa survie, EELV le maintien de sa dynamique. Au-delà de la présidentielle, un accord sur les élections législatives pourrait être déterminant: le PS ne compte plus que 25 députés, les écologistes n'en ont actuellement aucun. Même le PCF est prêt à se joindre à une alliance pour ce scrutin post-présidentielle, où la gauche pourrait se partager les restes d'un électorat de plus en plus réduit. ■ HADRIEN MATHOUX

Pologne

## PANIQUE À AUSCHWITZ

**L**es extrémistes du parti Droit et Justice (PiS), au pouvoir à Varsovie, ne s'arrêtent jamais... En 2018, ils avaient proposé une loi sur l'Holocauste menaçant de trois ans de prison « ceux qui, publiquement et contre les faits, décrivent la nation polonaise ou l'État polonais comme responsable ou complice des crimes nazis commis sous le III<sup>e</sup> Reich, d'autres crimes qui constituent des crimes contre la paix, l'humanité ou des crimes de guerre ». Le scandale avait été tel qu'ils avaient reculé. Cette fois, ils ont nommé l'ex-Première ministre et eurodéputée PiS Beata Szydlo au conseil du Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau. Aussitôt, trois historiens du conseil (Marek Lasota, Stanislaw Krajewski et Krystyna Oleksy) ont démissionné. En 2017, Beata Szydlo avait créé un musée à Auschwitz, pour séparer « les bourreaux des victimes ». Elle entendait ainsi célébrer la mémoire des victimes polonaises du camp (dont 91 % étaient juives...) pour imposer l'image d'une Pologne innocente et martyre, exclusivement victime des nazis, en oubliant les exactions de certains Polonais contre les juifs. À quand la suite ? ■ ANNE DASTAKIAN

Fiscalité

## “RÉCRÉ A2” CHEZ LR

**S**ouvenir d'enfance? Guillaume Peltier, vice-président délégué de LR, n'a que 8 ans quand « Récré A2 », ancêtre du « Club Dorothée », fait un tabac. Ficelé comme un épisode d'*Albator*, son projet fiscal, exposé dans *le JDD*, sépare le monde en deux catégories: les gentils et les méchants. Il entend réduire les taxes

des premiers et frapper les seconds. D'un côté, la fin des cotisations sociales pour filer une vraie rallonge aux salariés; de l'autre, un prélèvement de 2 % sur les transactions financières et les paiements électroniques, au grand dam des Gafam et des banquiers. Or, depuis dix ans, les majorités de droite comme de gauche qui essaient de mettre

fin à l'optimisation fiscale des seigneurs de la finance et de la techno se heurtent aux lobbys, toujours prompts à brandir la menace des délocalisations, mais aussi à des États désireux de garder allégé leur code général des impôts. Un tel projet – en soit fort louable – exige concomitamment un renversement de table sur la monnaie unique, sur le droit

de veto en matière fiscale au sein de l'UE ou sur la liberté de circulation des capitaux. Rien de tout cela dans le « contrat de gouvernement » estampillé Peltier. Peut-être lui faudrait-il méditer les paroles de Bernard Minet adressées au héros des années 1980: « *Goldorak go, va accomplir ta mission dans l'infini des galaxies.* » ■ FRANCK DEDIEU